

Au sommaire

- Ursula Mueller demande à la communauté internationale de ne pas négliger la RCA P.1
- Deux millions de dollars pour soutenir la réponse humanitaire à Paoua P.2
- « Pour chaque enfant, une chance de vivre » P.4

FAITS SAILLANTS

- Le 25 février, 6 personnes, en mission humanitaire, ont trouvé la mort dans les environs de Markounda alors qu'ils effectuaient une mission humanitaire. Plusieurs braquages ont été enregistrés.
- La situation humanitaire dans les villages autour de Paoua ne s'améliore pas. Peu de personnes déplacées retournent dans leurs villages. Les villageois craignent toujours pour leur sécurité et se disent incapables de reprendre leurs activités agricoles en raison de la présence d'hommes armés. Plusieurs villages auraient été incendiés, y compris des infrastructures de services sociaux de base.
- Le lancement du Plan de réponse humanitaire d'un montant de 515,6 millions de dollars n'est pour l'instant financé qu'à hauteur de 2%.

CHIFFRES CLEFS

# de personnes déplacées	693 932
# de réfugiés centrafricains	546 000
Population ayant besoin d'une aide humanitaire	2,5 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	2 M

FINANCEMENT

515,6 millions \$

Requis pour le Plan de réponse humanitaire en 2018

7,6 millions \$

Soit 2% des fonds ont déjà été mobilisés

OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rapporter de leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS). Cette action collective permet de suivre le taux de financement du Plan de réponse humanitaire, analyser les gaps et les besoins et prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.



Ursula Mueller demande à la communauté internationale de ne pas négliger la Centrafrique

La Sous-Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires et Coordinatrice des secours d'urgence, Ursula Mueller, a effectué une visite officielle en République centrafricaine du 18 au 22 février 2018 pour constater de visu l'impact dévastateur de la violence sur la population civile.

Deux ans après les élections démocratiques, la communauté humanitaire a été confrontée à l'irruption concomitante de plusieurs foyers de tension. Les affrontements armés touchent des villes et des villages qui étaient autrefois calmes et qui faisaient office d'exemple de cohésion sociale entre les communautés.

Ursula Mueller a déploré cette sérieuse escalade des conflits qui touchent davantage les femmes, les enfants et les personnes âgées. « Déracinés, ils sont forcés de fuir la présence des groupes armés et des bandes criminelles qui commettent des violations flagrantes des droits de l'homme. Cette escalade de la violence arrive à un moment où le gouvernement et le peuple de la République centrafricaine tentent de se remettre progressivement de plusieurs années d'instabilité » a-t-elle indiqué.

Le nombre de déplacés internes en RCA est en hausse depuis l'année dernière, atteignant des niveaux record. Aujourd'hui, ce chiffre est de près de 694 000. « C'est beaucoup trop pour une population totale légèrement inférieure à 5 millions » s'est insurgée Ursula Mueller. Un Centrafricain sur quatre est déplacé à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. 2,5 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population de la RCA, ont besoin d'une aide humanitaire.

Dans ce contexte, Mme Mueller a rappelé que « la protection des civils continue d'être l'objectif majeur de la communauté internationale, tant pour les acteurs humanitaires que pour les soldats de la paix dans leurs rôles et mandats respectifs ».



©OCHA/Yaye N. Sène. Paoua, Préfecture de l'Ouham Pendé, RCA (20 février 2018). Ursula Mueller s'est rendue dans la ville de Paoua où depuis janvier 2018, plus de 100 000 personnes ont besoin d'une assistance humanitaire. Elle a appelé la communauté internationale à mobiliser non seulement pour Paoua mais pour toute la Centrafrique.

Cette préoccupation a d'ailleurs été au cœur de ses rencontres avec le corps diplomatique, les Nations Unies, les ONG et les autorités nationales. Cet impératif de protection doit aussi s'étendre aux travailleurs humanitaires qui sont en première ligne pour aider les populations touchées et paradoxalement sont de plus en plus victimes de la violence. A cet égard, Ursula Mueller a lancé un appel à toutes les parties « à respecter et à protéger les civils, les travailleurs humanitaires et à leur accorder un accès sans condition afin que les travailleurs humanitaires puissent aider toutes les populations dans le besoin ». Elle leur a aussi rappelé le devoir de se conformer à leurs obligations en vertu du Droit international humanitaire et du Droit international relatif aux droits de l'homme. Le 25 février 2018, six personnes ont trouvé la mort dans le nord-ouest de la Centrafrique alors qu'elles effectuaient une mission humanitaire.

Le 25 février, 6 personnes ont perdu la vie dans le cadre d'une mission humanitaire près de Markounda

Ursula Mueller a indiqué que l'engagement pour la stabilité et l'attachement indéfectible des communautés au retour à la paix montrent qu'il y a matière à espérer malgré les défis qui se posent à la communauté humanitaire et aux autorités nationales. Une synergie forte entre les acteurs humanitaires et ceux du développement « aidera à mettre un terme au cercle vicieux de la violence et aidera les autorités à fournir des services sociaux de base » a-t-elle indiqué.

La visite d'Ursula Mueller s'est déroulée peu après le lancement du Plan de réponse humanitaire pour la RCA. D'un montant de 515,6 millions de dollars, il prévoit de répondre aux besoins d'1,9 million de Centrafricains en 2018. Le sous-financement chronique de l'action humanitaire continue d'entraver la fourniture de l'aide et ne tient pas compte de l'ampleur des besoins. A la fin du mois de février 2018 seul 2% du financement (6,9 millions de dollars) avait été enregistré.

« Les besoins humanitaires augmentent et la crise en RCA ne doit pas être négligée » a rappelé Ursula Mueller aux bailleurs. A Paoua, elle avait déjà interpellé la communauté internationale sur l'urgence de financer davantage l'assistance humanitaire, autrement « les gens vont mourir ».

Deux millions de dollars pour soutenir la réponse humanitaire à Paoua

Le Fonds humanitaire pour la République centrafricaine a lancé une allocation d'un montant de 2 millions de dollars pour la réponse d'urgence à Paoua. Depuis décembre 2017, cette ville du Nord-Ouest de la RCA a accueilli plus de 65 000 déplacés fuyant les affrontements entre groupes armés dans plusieurs villages environnants. Malgré la réponse rapide mise en œuvre par la communauté humanitaire, les besoins restent importants. L'arrivée de nouveaux déplacés est moins importante mais demeure ininterrompue.

Avec un nombre de projets restreints, l'allocation s'adresse essentiellement aux partenaires qui sont déjà opérationnels à Paoua dans plusieurs secteurs clés. Ce financement doit contribuer à faciliter les retours dans les villages d'origine, dès que les conditions sécuritaires le permettront.



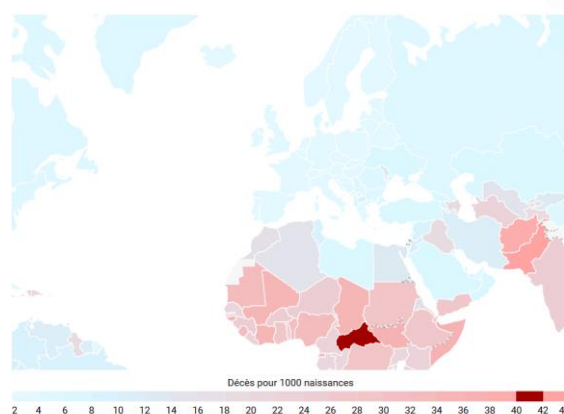
©OCHA/Yaye N. SENE. Paoua, Préfecture de l'Ouham Pendé, RCA (12 janvier 2018) Déplacés et familles d'accueil repartent avec des rations alimentaires pour sept jours. Cette aide permettra d'alléger la pression qui pèse sur tous.

Pour financer la réponse à de nouvelles urgences et préparer la prochaine allocation standard en 2017, des efforts de mobilisation de ressources ont été engagés pour mobiliser des nouveaux financements.

C'est grâce à l'appui des bailleurs que la réserve du Fonds humanitaire RCA a été en mesure de débloquer rapidement un appui à la réponse humanitaire à Paoua. Le Plan de réponse humanitaire pour 2018 d'un montant de 515,6 millions de dollars n'est financé à ce jour qu'à hauteur de 2% soit 6,9 millions. Il doit répondre aux besoins critiques et urgents de 1,9 millions de Centrafricains.

« Pour chaque enfant, une chance de vivre »

Taux de mortalité de nouveau-nés



Source : Groupe interorganisations pour l'estimation de la mortalité juvénile, 2017

Un bébé sur 24 en République centrafricaine ne passe pas le cap de son premier mois de vie, ce qui fait de la RCA le deuxième pire pays au monde en termes de mortalité néo natale. C'est le constat alarmant dressé par l'UNICEF dans son rapport, publié le 20 février dernier.

Les naissances prématurées, les complications pendant l'accouchement et des infections telles que la pneumonie et la septicémie sont responsables de 80% des décès néonataux dans le monde, selon le rapport. Ces décès peuvent être évités grâce à l'accès à des sages-femmes

qualifiées et au recours à des solutions éprouvées comme l'utilisation d'eau salubre, de désinfectants, de l'allaitement dans l'heure suivant la naissance, du contact peau à peau et d'une bonne alimentation. Des milliers de bébés ne bénéficient cependant pas de l'assistance vitale dont ils ont besoin pour survivre en raison d'un manque d'agents de santé et de sages-femmes qualifiés.

En République centrafricaine, les décès de nouveaux nés sont liés à des causes largement évitables : on estime qu'un tiers des décès sont liés à des infections, 23% à la prématurité, 21% à des asphyxies et 10% au tétanos (estimation OMS, 2016)

Le pays a également la plus forte prévalence de VIH dans la région d'Afrique centrale, avec seulement 60% des femmes enceintes vivant avec le VIH qui bénéficient du traitement de prévention de la transmission de la mère à l'enfant.

Avant la crise, seulement 38% des femmes bénéficiaient d'un suivi prénatal, avec de larges disparités entre le milieu urbain (une sur deux) et le milieu rural (une sur quatre). De même, plus de 80% des naissances en ville avaient lieu dans des centres de santé, ce chiffre tombait à 38% dans les zones rurales.

La mortalité néo natale est également liée au grand nombre de grossesses précoces : avant la crise, une femme sur deux avait déjà été enceinte avant l'âge de 18 ans.

Au cours des dernières années, la crise a désorganisé le système de santé, et l'insécurité continue d'en perturber considérablement le fonctionnement : bâtiments détruits, endommagés ou pillés, difficultés à déployer et à maintenir sur place du personnel qualifié, difficultés d'approvisionnement en médicaments.

En outre, il y a aujourd'hui en Centrafrique seulement sept gynécologues obstétriciens, tous dans la capitale, et moins de 300 sages-femmes diplômées d'Etat. La campagne mondiale « Pour chaque enfant, une chance de vivre », lancée par l'UNICEF, vise à exiger que des solutions soient offertes aux nouveau-nés du monde entier.

À travers cette campagne, l'UNICEF appelle instamment les gouvernements, prestataires de soins de santé, donateurs, secteur privé, familles et entreprises à donner à chaque enfant une chance de vivre par les mesures suivantes :

- recruter, former, maintenir en poste et gérer un nombre suffisant de médecins, infirmières et sages-femmes spécialisés dans les soins maternels et néonataux ;
- mettre des centres de santé propres et fonctionnels, équipés d'eau, de savon et d'électricité, à la portée de chaque mère et de chaque enfant ;
- accorder la priorité à la fourniture de médicaments vitaux et d'équipements nécessaires à un bon départ dans la vie à chaque mère et chaque nouveau-né ; et
- donner les moyens aux adolescentes, mères et familles d'exiger et de recevoir des soins de qualité.



©UNICEF CAR. Bouar, Préfecture de la Nana Mambéré, RC. Nouveau-nés lors d'une séance de vaccination contre la polio.

En RCA, l'UNICEF et d'autres bailleurs ont activement contribué à renforcer les capacités du Complexe pédiatrique de Bangui, le seul du pays. L'UNICEF a également soutenu la construction et l'équipement d'un service de chirurgie à l'hôpital de Berberati, pour permettre des accouchements en sécurité.

L'UNICEF soutient également les programmes de lutte contre la transmission du VIH de la mère à l'enfant, permettant de réduire la transmission à 6,2% pour les femmes traitées, contre 35% pour celles qui ne bénéficient pas du programme.

Le défi principal est le manque de financement pour la mise en œuvre des activités, ainsi que le nombre insuffisant de personnel qualifié dans le pays.

Les femmes de Bégoua : un bel exemple de résilience

Les femmes du groupement féminin « Femme debout pour le développement et la paix » sont un bel exemple de résilience. Ces anciennes déplacées internes se sont constituées en groupement et ont décidé de ne pas être fatalistes. A l'époque où elles vivaient encore sur le site de déplacés de Don Bosco, à Bangui, elles étaient des journalières dans les champs situés à la périphérie de la ville. « Nous nous rendions dans les champs des particuliers pour leur offrir nos services. En contrepartie, nous recevions soit des produits maraîchers soit une somme forfaitaire qui nous permettait d'avoir une alimentation plus variée », explique Florence Atanguéré, Présidente du groupement.

Après la fermeture du site, elles sont retournées à Bégoua, leur commune d'origine située à la sortie nord de Bangui. Le groupement, créé alors qu'elles étaient encore des déplacées internes, n'a pas été dissous. Au contraire, il s'est davantage structuré et a axé toutes ses activités sur la reconstruction des vies de ses membres.

Avec l'appui de l'ONG Afrique Secours Assistance (ASA), elles ont fait l'acquisition d'un champ d'un hectare. Dans un premier temps, les cultures étaient destinées à l'autoconsommation, en attendant d'avoir plus de ressources pour passer à la commercialisation.

En 201, le Projet d'appui au retour et à la réintégration en Centrafrique (PARET/RCA), piloté par le Gouvernement centrafricain en partenariat avec le HCR, a octroyé un autre champ aux retournées. La vente des premières récoltes les a amenées vers la professionnalisation souhaitée. « Nos premiers gains nous ont permis d'acheter plus de semences et d'outils agricoles, d'épargner et d'aider les veuves membres du groupement » se félicite Florence Atanguéré.

Aujourd'hui, le groupement a réussi à diversifier ses activités. En sus des activités maraîchères, il a mis en place des activités de couture, de briqueterie et de coiffure. Judicaëlle Wékéri, 29 ans, veuve et mère de deux enfants atteste pouvoir s'occuper de sa famille toute seule en tant que couturière.

Les femmes du groupement affirment vouloir aller plus loin. Pour cela, elles souhaiteraient avoir accès à davantage de financement et à des programmes de renforcement de capacités dans les domaines qu'elles couvrent et dans la gestion de leur structure. « Ceci aiderait les femmes qui ont déjà la volonté de produire et de rebondir après tant d'années de déplacement, en ne comptant que sur leur détermination, à améliorer leurs performances et à obtenir de meilleurs résultats » indique Manuella, coiffeuse au sein du Groupement.

Le groupement « Femme debout pour le développement et la paix » compte 56 femmes de toute confession et de tout horizon. Contactez le Groupe « Femme debout pour le développement et la paix » au numéro suivant : +236 72 45 30 66.



©UNHCR Bégoua, Préfecture de l'Ombella M'Poko, République centrafricaine (2018). Le maraîchage a permis à plusieurs femmes, anciennes déplacées, de renouer avec une vie normale.

« Je suis un enfant, pas un soldat »

Des meubles, des vêtements, des pièces mécaniques : le 12 février, c'est un marché pas comme les autres qui s'est tenu à l'Alliance française de Bangui. A l'occasion de la journée internationale des enfants soldats, autrement appelée « Journée de la main rouge », les enfants sortis des groupes armés et ayant acquis des compétences professionnelles grâce à des programmes de réinsertion ont pu présenter leurs créations.

Placée sous le patronage de la Ministre de la Promotion de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfant, Mme Aline Gisèle PANA, cette journée a aussi permis de donner la parole à ces enfants, à travers le témoignage de Graciela, 16 ans, jeune fille sortie d'un groupe armé qui a représenté la République centrafricaine le 20 novembre dernier à la tribune des Nations Unies à New York, à l'occasion de la célébration de la journée internationale des Droits de l'enfant.

« Pendant deux ans, je ne suis pas allée à l'école, a expliqué Graciela. J'ai été forcé de joindre les rebelles et j'ai travaillé pour eux comme cuisinière et domestique. J'ai réussi à m'enfuir en 2016 et l'UNICEF m'a aidé à reprendre les cours en classe de 5^{ème} à Bangui (...) A New York, on m'a demandé ce que je vais faire si je devenais présidente de la République.

J'ai répondu que j'allais désarmer les rebelles pour la sécurité des enfants, que j'allais construire des écoles et des hôpitaux, et que l'école et la santé seraient gratuites pour



©UNICEF CAR. Paoua, Préfecture de l'Ouham Pendé, RCA (12 janvier 2018). Graciela, ici en compagnie du RSSG Parfait Onanga Onyanga, de la représentante de l'UNICEF Christine MUHIGANA, et de la Conseillère principale en Protection de l'enfant de la MINUSCA, Natalie Ben Zakour Man.

tous les enfants ».

Les nouvelles violences qui ont touché la République centrafricaine au cours des derniers mois ont entraîné de nouveaux déplacements massifs de la population civile. A la fin du mois de janvier 2018 près de 694 000 centrafricains étaient déplacés internes et 546 000 étaient réfugiés à l'extérieur du pays. La moitié de ces déplacés et réfugiés sont des enfants, au total on estime aujourd'hui qu'un Centrafricain sur quatre a dû quitter sa maison.

« En période de crise, les enfants sont toujours particulièrement exposés aux violences et au traumatisme, a expliqué Christine Muhigana, représentante de l'UNICEF. En République centrafricaine, la persistance des combats et de l'activité des groupes armés exposent les enfants aux risques de recrutement. »

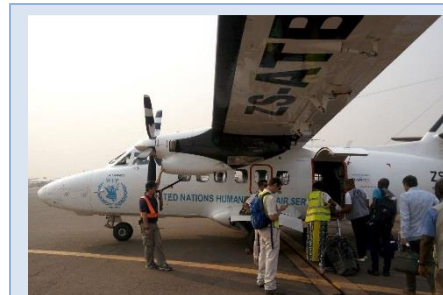
Depuis 2014, l'UNICEF et ses partenaires ont procédé à la libération de près de 12 500 enfants retenus au sein des groupes armés. Mais plusieurs milliers d'enfants sont toujours enrôlés au sein de ces groupes.

Bonne nouvelle



Le gouvernement japonais a accordé 500 000 dollars américains à l'UNICEF pour les activités de protection de l'enfance en République centrafricaine. Ces fonds permettront à l'UNICEF et à ses partenaires de prendre en charge la réinsertion de 200 enfants sortis des groupes armés (140 garçons et 60 filles). Il permettra aussi de fournir protection et appui psycho social à 1 500 filles et garçons, parmi les plus vulnérables, dans les sites de personnes déplacées.

Le saviez-vous ?



En 2017, les quatre avions de la flotte UNHAS ont transporté plus de 20 000 passagers (transit exclu) vers 23 localités desservies toutes les semaines. Cela représente une légère baisse par rapport à 2016, principalement en raison de la suspension temporaire d'activités humanitaires dans certaines zones. Ceci explique l'augmentation importante du nombre de personnel humanitaire relocalisé pour raisons sécuritaires (297 en 2017 contre 182 en 2016).

Près de 250 tonnes de cargo ont également été transportées durant l'année et 31 personnes évacuées pour raison médicale. Le taux d'occupation des sièges demeure stable, autour des 60%.

En 2018, UNHAS espère à nouveau desservir des localités comme Mobaye et continuer à appuyer, avec des partenaires comme la Banque Mondiale et Humanité & Inclusion, l'entretien des pistes.

Le tweet du mois
Suivez-nous sur @OCHA_CAR



Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Joseph Inganji, Chef de Bureau, inganji@un.org, Tel. (+236) 70738730

Yaye Nabo Sène, Cheffe, Information publique, seney@un.org, Tel. (+236) 70087565

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes : www.unocha.org/car | www.unocha.org |